

# Social Science in Humanitarian Action

www.socialscienceinaction.org

## Considérations clés : la situation de la province du Nord-Kivu en RDC

Cette note stratégique résume les considérations clés inhérentes au contexte de la province du Nord-Kivu par rapport à la flambée épidémique du virus Ebola en RDC en août 2018. La province du Nord-Kivu possède six territoires : le Beni, le Lubero, le Masisi, le Nyiragongo, le Rutshuru et le Walikale. À cette date, des cas d'Ebola ont été confirmés dans le territoire de Beni et d'autres cas font l'objet d'investigations dans le territoire de Lubero ainsi que dans la province de l'Ituri voisine.

Cette note stratégique porte spécifiquement sur le *Grand Nord* : soit les territoires de Beni et de Lubero au nord du Nord-Kivu constituant l'épicentre de la flambée épidémique. D'autres enquêtes participatives doivent être menées auprès des populations touchées, mais étant donné l'actuelle transmission du virus, la priorité a été accordée à la communication des considérations clés et des recommandations immédiates.

Cette note stratégique se fonde sur une étude rapide de la littérature grise publiée existante, des recherches ethnographiques professionnelles réalisées dans la RDC, des communications personnelles avec les agents administratifs et les autorités sanitaires dans le pays, et de l'expérience de précédentes flambées épidémiques d'Ebola. Cette note stratégique a été produite par Juliet Bedford avec l'aide de collègues de l'université d'Harvard et d'Anthrologica.

Des contributions additionnelles ont été apportées par des collègues du Groupe d'Étude sur le Congo, du CNRS-MNHN de Paris, de l'Institut danois d'études internationales, de l'Institut de Recherche pour le Développement, de l'Institut Pasteur, de l'Institut d'Études du Développement, de la London School of Economics, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, de l'Université de New York, du Réseau Anthropologie des Épidémies Émergentes, de Rikolto, du Conseil de recherches en sciences humaines, de l'Université de Bayreuth, de l'université de Bâle, de l'université de Floride, de l'université de Gand, de l'Université de Melbourne et de l'Université du Sussex. La responsabilité de cette note stratégique revient à la Plateforme Social Science in Humanitarian Action.

Pour de plus amples détails sur les questions abordées dans cette note stratégique et pour obtenir les coordonnées des associations et réseaux actifs dans le *Grand Nord*, merci de contacter Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)).

## Sommaire

<b>Recommandations clés</b> .....	<b>2</b>
Politisation, insécurité et mouvements transfrontaliers .....	2
Implication des associations locales .....	2
Accès aux groupes armés .....	3
Langage et communication .....	3
<b>Contexte immédiat de la flambée épidémique : le <i>Grand Nord</i> (territoires de Beni et de Lubero)</b> .....	<b>4</b>
Contexte politique et économique .....	4
Dynamique de l'insécurité .....	4
Données sociales et démographiques .....	5
<b>Aperçu : la province du Nord-Kivu</b> .....	<b>6</b>
Centres urbains, système de santé et élections .....	6
Situation humanitaire .....	6
Infrastructures .....	7
Démographie .....	7
<b>Références</b> .....	<b>8</b>

## Contacts

Veillez nous contacter si vous avez une demande directe relative aux interventions contre le virus Ebola en RDC, ou concernant un dossier, des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou encore si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers.

Pour contacter directement la Plateforme Social Science in Humanitarian Action, veuillez contacter par courriel Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) et Santiago Ripoll ([s.ripoll@ids.ac.uk](mailto:s.ripoll@ids.ac.uk))

Centres de liaison clés de la Plateforme :

UNICEF : Ketan Chitnis ([kchitnis@unicef.org](mailto:kchitnis@unicef.org))  
OMS : Shalini Singaravelu ([singaravelus@who.int](mailto:singaravelus@who.int))  
IFRC : Ombretta Baggio ([ombretta.baggio@ifrc.org](mailto:ombretta.baggio@ifrc.org))  
Centre de mobilisation sociale en RDC : ([jdshadid@unicef.org](mailto:jdshadid@unicef.org))  
Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) : ([gobatnh@cariff.ac.uk](mailto:gobatnh@cariff.ac.uk))



The Social Science in Humanitarian Action Cette communication de la Plateforme pour le développement a été développée en partenariat avec l'UNICEF, l'Institute of Development Studies (IDS) et Anthrologica. Un financement complémentaire en soutien de l'intervention de la Plateforme face à l'épidémie d'Ebola a été fourni par le Wellcome Trust.

## Recommandations clés

### Politisation, insécurité et mouvements transfrontaliers

- **Neutralité politique** - L'importance de la neutralité politique de la réponse à la flambée épidémique d'Ébola doit impérativement et systématiquement être mise en valeur à tous les niveaux. Il existe un risque significatif que la flambée épidémique d'Ébola et l'intervention deviennent politisées et que des factions au niveau national comme provincial soient susceptibles de les instrumentaliser en fonction de leurs intérêts. Des négociations prudentes et une diplomatie mesurée seront nécessaires pour faire face à ce risque. Le fait que la zone soit hautement politisée ne doit pas être sous-estimé, que cela soit en termes de relations entre le Kinshasa et le *Grand Nord* (qui sert de fief à l'opposition) ou des relations fragmentées entre les factions au sein de la province. Ce contexte aura des conséquences sur l'ensemble des interactions avec l'équipe d'intervention. La négociation avec les différents acteurs exigera beaucoup de diplomatie et de discernement.
- **Les groupes armés** - Les Forces démocratiques alliées (ADF) opèrent dans le *Grand Nord*. On doit reconnaître aussi de multiples groupes armés « Faux ADF » qui sont actifs dans le *Grand Nord*. Il est important de négocier l'accès aux zones sous le contrôle des groupes armés afin de faciliter les déplacements des équipes d'intervention, de fournir des informations, d'entreprendre des activités d'urgence comprenant la surveillance et la recherche des contacts et enfin d'assurer le passage en toute sécurité des personnes cherchant à accéder aux services.
- **Affiliations** - Certains acteurs clés avec qui les équipes d'intervention devront interagir, entretiennent des relations officieuses avec les groupes armés autour de la région. Ces relations ne doivent pas être évoquées, mais les équipes d'intervention (que ce soit au niveau stratégique comme sur le terrain) doivent garder à l'esprit le danger potentiel que cela représente.
- **Associations locales** - Les interventions dans les territoires de Beni et de Lubero doivent être menées en coopération avec les associations du *Grand Nord* et non celles du *Petit Nord* (soit la zone du Nord-Kivu comprenant Goma et les territoires de Nyragongo, Walikale, Masisi et Rutshuru). Étant donné la nature du conflit, les équipes d'intervention dans le *Grand Nord* ne doivent pas être affiliées aux Banyarwandas (locuteurs de langue congolaise de culture kinyarwanda). La majorité des interventions humanitaires et des recherches en sciences sociales se concentre sur le *Petit Nord*. Les organisations qui en sont responsables peuvent être utiles pour prévenir la propagation d'Ébola dans le *Petit Nord* mais sont susceptibles d'être moins à même de se frayer un chemin à travers les dynamiques sociales, sécuritaires et politiques du *Grand Nord*.
- **Les mouvements transfrontaliers** - Le commerce transfrontalier est absolument essentiel et de solides mécanismes d'intervention doivent en conséquence être établis de part et d'autre de la frontière, par exemple à Kasindi/ Mpondwe, Nobili, Bundibugyo. Les mesures transfrontalières nécessiteront l'implication des autorités ougandaises. L'OIM a récemment établi une cartographie des mouvements transfrontaliers des populations dans cette zone géographique sur une base participative. Ceci constitue une ressource utile pour les planificateurs d'interventions d'urgence.<sup>1</sup>
- **Sécurité** - Étant donné la situation en matière de sécurité, la coordination entre les mesures d'intervention face à la flambée épidémique d'Ébola et la mission MONUSCO de maintien de la paix des Nations Unies (*Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo*) sera rendue difficile et les équipes d'intervention mobilisées contre Ébola devront se distinguer de la MONUSCO. Afin de réduire les risques en matière de sécurité, les équipes d'intervention ne devront pas être explicitement liées aux Nations Unies (et, par exemple, se déplacer dans des véhicules des Nations Unies). Outre l'identification propre aux diverses agences, il est recommandé d'utiliser des marqueurs visuels clairs permettant de rapidement distinguer les personnels et les véhicules associés aux équipes d'intervention. À travers les organisations locales, les communautés doivent être mobilisées afin d'être en mesure de reconnaître les membres des équipes d'intervention. (NB : les groupes armés présents dans la région essaient fréquemment d'obtenir des uniformes et d'autres marqueurs leur permettant de masquer leur identité et d'inspirer confiance. Il est nécessaire de garder à l'esprit que les divers marqueurs permettant d'identifier les équipes mobilisées contre Ébola peuvent également être subtilisés et qu'un mécanisme permettant de sécuriser l'accès à ces marqueurs doit donc être mis en place).

### Implication des associations locales

Le *Grand Nord* dispose d'associations locales solides en mesure de mobiliser la population et de disséminer l'information rapidement. Celles-ci constituent d'excellents partenaires dans la lutte contre la flambée épidémique d'Ébola. L'implication directe des associations et des autorités locales constitue un aspect critique du succès de l'intervention mais les équipes devront garder à l'esprit que la coopération avec le pouvoir officiel est essentielle et s'assurer que la mobilisation et l'engagement des communautés passent par un large éventail de personnes influentes à divers niveaux de responsabilité. Veuillez contacter Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) pour de plus amples informations concernant les diverses associations et leurs coordonnées.

- **Rôle de l'Église** - L'Église en tant qu'autorité peut se montrer hautement politisée mais elle constitue un véhicule important pour la diffusion et la légitimité des activités et peut être utile dans le cadre des opérations de logistique, en particulier pour ce qui concerne la fourniture de soins.<sup>2</sup> L'Église protestante (sous la parapluie, *Église du Christ du Congo, ECC*), l'Église catholique, et les Églises pentecôtistes (rassemblées sous l'égide de la Communauté des Églises de Pentecôte en Afrique Centrale, CEPAC) doivent être mobilisées. Il doit être donné aux pasteurs la possibilité de diffuser l'information dans leurs paroisses.
- **Associations culturelles** - *Kyaghandu-Yira* se présente comme une association culturelle Nande. Elle est fragmentée en diverses branches représentant l'ensemble du spectre politique et déployée dans les territoires de Beni et de Lubero ainsi qu'à travers la frontière vers l'Ouganda (essentiellement à Kasese). Cette association joue un rôle clé en matière de mobilisation et constituera un rouage important dans le cadre de l'engagement des communautés. Bien qu'association Nande, la branche au Beni comprend des membres des minorités ethniques.

- **Associations des entrepreneurs** - La *Fédération des Entreprises du Congo* (FEC) est l'association des propriétaires de grandes entreprises. C'est une association nationale possédant des antennes dans tout le pays. Les branches de Beni et de Butembo, qui fonctionnent de manière indépendante, doivent être directement mobilisées. Celles-ci comprennent des négociants transfrontaliers qui ont intérêt à ce que la circulation des marchandises soit sécurisée et donc intérêt au confinement rapide de la flambée. La FEC est organisée sous forme de structure-cadre et ses antennes de Beni et du Butembo peuvent en conséquence diffuser l'information dans leurs succursales à travers les deux territoires. L'antenne de Goma doit également être mobilisée.
- **Société civile** - Au Congo, il existe une organisation nationale nommée « Société civile ». Celle-ci ne regroupe pas des organisations non gouvernementales et indépendantes locales mais constitue une association à la structure verticale. Cette organisation est pro-gouvernementale et comporte également diverses branches. Les branches des territoires de Beni et de Butembo doivent être mobilisées.
- **Organisations des agriculteurs** - Il existe de nombreuses associations d'agriculteurs possédant une grande portée et celles-ci doivent être mobilisées afin de diffuser les informations à leurs membres. Ces associations comprennent le SYDIP, la LOFEPACO, la COOCENKI et l'APADER.
- **Meneurs locaux** - À Beni, les structures de gouvernance locale ont été affaiblies par la violence de masse et les massacres. Les mécanismes administratifs et les réseaux de confiance ont été éliminés au cours des quatre dernières années, ce qui rend la mobilisation plus difficile. Des relations doivent être établies avec le Maire et le Gouverneur. Le Maire de la ville de Beni possède un réseau solide dans le territoire et s'aligne sur un parti pro-gouvernemental. Cela constitue une occasion pour les équipes d'intervention de développer des liens constructifs entre le territoire de Beni et de Kinshasa. Il est également important d'inclure d'autres leaders provenant d'autres groupes ethniques dans l'intervention, parmi lesquels les leaders des Vuba (Bambuba-Kisiki), des Batangti, et des Batalinga (chefferie de Watalinga).

## Accès aux groupes armés

- **Mobilisation des groupes armés** - En tant qu'acteurs extrêmement mobiles dans la province, les membres des milices armées doivent directement être informés sur le virus, ses symptômes, sa transmission, les mesures de protection et de prévention ainsi que sur la vaccination et les traitements. Des fascicules peuvent être largués dans les régions isolées en utilisant la logistique de la MONUSCO (par exemple, les hélicoptères) et les réseaux établis au sol (notamment les collègues de la recherche) peuvent éventuellement distribuer aux combattants des contenus en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC). Pour des raisons de sécurité, veuillez contacter Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) pour de plus amples détails.
- **Amnistie** - Il est possible que la menace d'une arrestation conduise les membres des groupes armés à ne pas se faire soigner ou à ne pas autoriser le passage à d'autres personnes. Cela doit être discuté localement et des solutions adaptées doivent être mises en place, comme par exemple la mise en œuvre d'une amnistie négociée pour les combattants qui conduisent leurs soldats vers les centres de soins durant la flambée épidémique. L'ADF exigera des garanties politiques de la part de Kinshasa et de Kampala.

## Langage et communication

- **Swahili local** - Bien que des rencontres avec les leaders peuvent être conduites en français, le swahili local doit constituer la langue de travail pour l'ensemble de la mobilisation communautaire et des documents d'information. Le swahili local diffère du swahili « classique » (tanzanien ou kényan). Par le passé, de nombreuses agences internationales ont produit des contenus en swahili « classique » et ceux-ci n'ont en conséquence pas été reçus favorablement par les communautés du *Grand Nord*, qui s'interrogeaient sur certaines expressions utilisées. Il est important de traduire l'ensemble des informations dans un swahili qui puisse être compris à l'échelle communautaire. Les autres langues locales ne doivent pas être ignorées dans le cadre des échanges d'informations avec les populations touchées. Le kinande peut ainsi par exemple être utilisé à Butembo.
- **Soutien en matière de traduction** - L'*Institut de Recherche Intégrée* (IRI) établi à l'*Université Chrétienne Bilingue du Congo* est un institut de recherche qui a exprimé sa volonté d'aider à traduire les contenus imprimés ou destinés aux réseaux sociaux en lien avec l'intervention. Celui-ci a déjà été impliqué dans des projets de cartographie et de médiation des conflits. Veuillez contacter Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) pour de plus amples détails.
- **Communication visuelle** – Le niveau d'alphabétisation est bas. À l'échelle nationale, 64% des femmes ne savent pas lire, ce qui rend la communication orale et visuelle essentielle.
- **Réseaux sociaux** - Les réseaux sociaux sont largement utilisés dans le *Grand Nord*, en particulier WhatsApp et Facebook. Des GIF comportant des informations clés en matière de prévention, de transmission, de symptômes, de soins et de vaccination du virus Ébola doivent être créés et diffusés sur ces plateformes. Les GIF (Graphic Image Formats) sont des images compressées montrées rapidement pour donner l'effet d'une vidéo mais n'exigent qu'une bande passante minimum.
- **Radios locales** - Les radios locales jouissent d'une couverture importante et sont diffusées dans toute la province - elles constituent le moyen le plus simple et le plus populaire de diffuser et de recevoir des informations. Le potentiel des réseaux de radios communautaires doit être pleinement utilisé ; les stations RTR, Radio Moto, et Radio Graben doivent être mobilisées. La MONUSCO a confirmé que sa station de radio (Radio Okapi) pouvait être utilisée. En raison des liens complexes et potentiellement négatifs qu'entretiennent les communautés avec la MONUSCO, Radio Okapi n'est pas perçue comme pouvant être la « voix de la mission », c'est une station qui emploie des journalistes indépendants et possède une large audience en tant que source d'information indépendante.<sup>3</sup>
- **Autres médias** - Les autres médias devant être utilisés pour diffuser les informations clés comprennent *Beni-Lubero Online* et les journaux *Rafiki* et *Les Coulisses*. Veuillez contacter Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) pour de plus amples détails.

## Contexte immédiat de la flambée épidémique : le *Grand Nord* (territoires de Beni et de Lubero)

Les territoires de Beni et de Lubero constituent le *Grand Nord* de la province du Nord-Kivu. Cette zone rend l'intervention difficile. L'opposition politique possède une base dans le *Grand Nord*. C'est une plaque tournante pour le commerce avec des voies de transit à travers tout l'est du Congo et des liaisons transfrontalières qui s'étendent à travers tout l'est de l'Afrique et au-delà. Des groupes armés en activité y pratiquent l'enlèvement et le meurtre de civils.

### Contexte politique et économique

- **Des frontières poreuses** - Le *Grand Nord* est connu pour ses routes commerciales lucratives aux frontières.<sup>4</sup> La situation démographique et l'insécurité renforcent la nature poreuse de ces dernières : la population Nande majoritaire de la zone est cousine des Bakondjo ougandais et les multiples groupes armés actifs dans le *Grand Nord* traversent régulièrement la frontière entre le Congo et l'Ouganda. Le passage principal se trouve à Kasindi. D'autres mouvements de population ont lieu entre Kyavinyonge et Ishango (à travers le Lac Édouard). Les membres des groupes armés et leurs réseaux de soutien traversent régulièrement la frontière à Kasindi, Nobili et Mumbiri (secteur de Rwenzori), Bundibugyo (Watalinga Chefferie) et à l'est de Kasindi le long de la frontière d'Ituri. Les fréquentes traversées de la frontière augmentent le risque de propagation transfrontalière du virus Ébola.
- **Un fief de l'opposition politique** - Le *Grand Nord* constitue un fief de l'opposition politique (y compris pour les partis RCD/K-ML et DCF/N). Durant la Deuxième Guerre du Congo (1998-2003), le *Grand Nord* était administré par les rebelles du RCD/K-ML (maintenant devenu un parti politique) et des réseaux résiduels liés au RCD/K-ML sont encore en activité. Le leader du RCD/K-ML (Mbusa Nyamwisi) ne se trouve plus dans le pays mais sa cause reste populaire dans le *Grand Nord*.
- **Centres commerciaux, commerce transnational et marchés parallèles** - La ville de Beni (dans le territoire de Beni) et de Butembo (dans le territoire de Lubero) sont des centres commerciaux et d'échanges clés dans l'est du Congo. Le principal passage transfrontalier à Kasindi, sur la frontière entre le Congo et l'Ouganda, constitue un centre majeur pour les importations et les exportations. Les marchandises importées sont déchargées et remballées à Beni et à Butembo pour être transportées vers Bunia (en Ituri) et Goma. Importations et exportations transitent à travers l'Ouganda et le Kenya. Les entrepreneurs de cette zone se rendent régulièrement à Dubai, Hong Kong, Jakarta et parfois en Europe pour y vendre les marchandises exportées et réaliser des importations. Il est estimé que 60 % du commerce de la province du Nord-Kivu passe par le *Grand Nord* et la frontière à Kasindi (au sud-ouest du territoire de Beni, dans le secteur de Rwenzori) est la plus lucrative de tout le Congo. Cela a pour conséquence de donner une grande importance politique et économique aux marchés parallèles et aux réseaux criminels, que cela soit au niveau local ou national. Le commerce du bois est particulièrement important dans le *Grand Nord* et de nombreux jeunes hommes trouvent un emploi dans cette industrie. Les officiers des FARDC ont été impliqués dans le trafic de produits comprenant du bois précieux, parfois en conjonction avec les groupes armés.<sup>5</sup>

### Dynamique de l'insécurité

La majorité du *Grand Nord* fait partie du Parc national des Virunga, qui est occupé par des groupes armés et présente des difficultés d'accès pour les services de sécurité, le personnel humanitaire et les professionnels de la santé. De nombreux groupes armés conservent des liens domestiques et transfrontaliers, y compris avec les autorités locales et certains officiers de l'armée nationale. Les groupes se fragmentent, de nouvelles coalitions se forment et il existe un grave manque de visibilité en matière de positionnement, d'affiliation et de motivations profondes.

- **Meurtres et insécurité active** - Avant 2010, le *Grand Nord* avait la réputation d'être relativement stable. Depuis 2010, une vague d'enlèvements a résulté dans la disparition de plus de 800 personnes (recrutement forcé au sein des groupes armés). Une série de massacres qui a commencé en 2013 et a escaladé en 2014 continue à cette date à perdurer. Pas moins de 1 000 civils ont été tués depuis 2014 et des dizaines de milliers ont été déplacés.<sup>6</sup> La situation sécuritaire dans le territoire de Beni demeure hautement volatile. Les meurtres dans le *Grand Nord* impliquent de multiples groupes armés et des intérêts politiques divers, et différents groupes s'allient souvent pour mener leurs opérations. Des preuves ont été apportées concernant l'implication des FARDC dans les meurtres.<sup>7</sup> La majorité des enlèvements et des meurtres ont eu lieu le long de la route principale (*Route Nationale N°4*) qui court de Beni jusqu'à Eringeti en passant par Oicha et atteint la frontière à Ituri. Les épices de violence comprennent le *groupement* Bambuba-Kisiki et la région de Mayangose (*localité* de Boikenne, dans la banlieue de la ville de Beni). L'insécurité est la conséquence du lancement de l'Opération Sukola I (en janvier 2014), qui a toujours cours aujourd'hui. Sukola I visait officiellement l'ADF mais a également eu des conséquences pour les groupes armés congolais et les autorités locales. Certaines attaques dans la zone ont visé les FARDC et la MONUSCO, en particulier à partir de 2016 (voir plus bas).
- **Implications pour les zones sanitaires** - De nombreux civils ont fui les régions au nord et à l'est d'Oicha suite à l'apparition des violences. De nombreux professionnels des *Centres de santé* de Beni, en particulier ceux se trouvant à l'est de la route entre Beni et Eringeti (*route nationale no 4*), ne peuvent plus travailler dans cette zone.
- **Événements récents** - En juin 2018, le Baromètre sécuritaire du Kivu a signalé que plus de 140 groupes armés étaient actifs dans le nord et le sud du Kivu. La cartographie montre des concentrations de violence autour et au sud de Beni (voir les cartes à jour à l'adresse <https://kivusecurity.org/map>). Depuis mars, il existe une concentration d'événements qui représentent 25 % des incidents violents dans l'ensemble du Kivu. Les violences en juin 2018 ont résulté en 75 morts violentes (en baisse de 12 % en comparaison de mai 2018), 59 enlèvements et kidnappings (en augmentation de 54 %) et 62 affrontements entre les belligérants (en augmentation de 77 %).<sup>8</sup> De nombreuses attaques se sont produites contre les FARDC en juillet, où de nombreux enlèvements et demandes de rançon ont également été enregistrés. Le 6 août, 6 personnes ont été tuées à Matiba (à l'est de la route entre Beni et Oicha) et le 7 août, 14 personnes ont été assassinées à Tubameme, près de Mayangose.<sup>9</sup>

- **ADF** - Les Allied Democratic Forces (« Forces démocratiques alliées ») sont un groupe ougandais armé formé en 1995 sur des principes islamistes. Les ADF sont entrés au Congo (territoire de Beni) et ont rejoint l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (NALU). Les ADF et la NALU avaient fusionné jusqu'à 2007, année où la NALU a démobilisé ses troupes. Les ADF restent l'un des groupes les plus actifs et les plus complexes du territoire de Beni et ils utilisent la religion (doctrine salafiste) pour maintenir l'ordre à l'intérieur des camps et dans le but de mobiliser les combattants.<sup>10 11</sup> Les ADF entretiennent des liens forts avec les autorités politiques locales, les grandes figures de l'économie, le secteur des ressources et d'autres groupes armés à Beni et dans Butembo. La MONUSCO, des résidents et des combattants locaux ainsi que des chercheurs internationaux ont fourni la preuve de leurs connexions opportunistes avec les acteurs armés liés à l'opposition politique. C'est un groupe foncièrement prédateur mais depuis le lancement de Sukola I, sa structure organisationnelle est incertaine et le groupe s'est fragmenté à travers les zones de Bambuba-Kisiki, Kainama et Mwalika.
- **« Faux ADF » et nature clandestine de la violence** – Dans le territoire de Beni, il n'est pas rare que les groupes armés et leurs soutiens masquent leurs activités et restent anonymes. Des groupes armés divers utilisent le sigle « ADF » pour conduire leurs opérations et répandre la violence.<sup>12</sup> Ceux-ci incluent certains officiers de l'armée nationale impliqués dans l'insécurité dans une manière officieuse. Des organisations congolaises de type mafieux existent aussi. L'affiliation locale de ces groupes ne les rend pas moins prédateurs : ils sont impliqués dans des enlèvements, des meurtres et le rançonnement de civils (parfois en conjonction avec d'autres figures politiques ou les ADF).. Ceci a pour résultat l'enracinement profond et ancien des ADF (auparavant NALU) dans la zone et des liens forts entre ces groupes et les intérêts congolais. Les bases clés comprennent des zones du Parc national des Virunga : Mwalika, Rwenzori Sector, Bambuba-Kisiki, Mayangose, ainsi que la zone entourant Kainama. Certains réseaux parallèles au sein des FARDC se font également passer pour des ADF afin de masquer leurs activités. D'autres groupes armés se positionnent également en temps que réseaux islamistes, ce qui brouille encore un peu plus la distinction entre ces derniers et les véritables ADF.<sup>13</sup>
- **Les Maï Maï Kilalo** - Les Maï Maï Kilalo constituent actuellement le plus grand groupe armé congolais plus connu dans la zone où la flambée épidémique d'Ébola a lieu. Ce groupe s'est formé en tant que branche du mouvement Corps du Christ et a été responsable de l'attaque de 2016 contre le quartier général de la MONUSCO à Butembo.
- **Les FARDC** – L'armée nationale n'est pas solidaire. Divers réseaux parallèles au sein des FARDC peuvent collaborer avec différents groupes armés. Il a été signalé que certaines unités des FARDC se déguisent en ADF afin de kidnapper et de rançonner les civils. Il existe également une division claire entre officiers « congolais » et officiers banyarwandas au sein des FARDC. Un certain nombre d'attaques contre les FARDC semblent cibler spécifiquement les officiers banyarwandas. Les FARDC possèdent des bases dans tout le Beni, dont notamment un centre majeur à Nyaleke (sur la route entre Beni et Kasindi), et ils ont établi une nouvelle base à Mangina en octobre 2017. En janvier 2018, les FARDC ont lancé une nouvelle offensive contre les ADF, Usalama 2, et le nombre de troupes dans le territoire de Beni a considérablement augmenté.
- **Mouvement transfrontalier** - Les groupes armés dans le *Grand Nord* ont des liens avec les réseaux à Ituri et dans le *Petit Nord*. Tous traversent la frontière entre le Congo et l'Ouganda. Les passages principaux se trouvent à Bundibugyo (*chefferie* de Watalinga), directement à l'est de Kainama, Nobili et Kasindi. La frontière qui passe à travers le secteur de Rwenzori et la *chefferie* de Watalinga est poreuse (comme signalé plus haut).
- **La MONUSCO** - La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) constitue la force de maintien de la paix des Nations Unies en RDC, où elle opère depuis 1999. Elle possède une branche militaire, la Brigade d'intervention, qui soutient activement et militairement les FARDC. Celle-ci est basée à Beni. La MONUSCO a été la cible d'attaques menées aussi bien par les « vrais » ADF que par les « faux » ADF. Vers la fin de 2017, les violences ont culminé dans une vaste attaque contre la MONUSCO à Semuliki dans le territoire de Beni, attaque durant laquelle 15 soldats de la paix ont été tués, ce qui en fait la plus meurtrière menée contre les forces de maintien de la paix de ces deux dernières décennies.<sup>14</sup> La MONUSCO possède des capacités logistiques importantes, mais étant donné le contexte sécuritaire et les relations tendues avec la population, le rapprochement de l'intervention et la MONUSCO sera difficile.

## Données sociales et démographiques

- **L'appartenance ethnique** - La composition ethnique, l'histoire politique, les clivages sociaux et les dynamiques de l'insécurité du *Grand Nord* diffèrent de celles du *Petit Nord* (le sud du Nord-Kivu), mieux connu.<sup>15</sup> La population est majoritairement Nande. Ce sont des cousins transfrontaliers des Bakondjo ougandais. Le territoire de Beni abrite aussi des groupes minoritaires : les Vuba (*groupement* de Bambuba-Kisiki), les Batangi (à Beni-Mbau), les Batalinga (*chefferie* de Watalinga) et les Bapakombe (à Mayangose, dans la banlieue de la ville de Beni). Le territoire de Lubero (Butembo comprise) est presque entièrement peuplé de Nandes. Les qualifications ethniques doivent être traitées avec prudence. Leur signification et leur importance peut en effet varier tandis que les leaders de groupes armés sont susceptibles d'exacerber les tensions ethniques dans le cadre de leur tactique de recrutement.
- **Principales divisions sociopolitiques** - Les Nandes, qui forment la population majoritaire du *Grand Nord*, se méfient résolument des Banyarwandas (Congolais de langue kinyarwanda). Des milices locales se mobilisent pour contrer l'influence des Banyarwandas sur la politique et l'armée.
- **Langue** - Quatre langues principales sont parlées dans le *Grand Nord*. Un dialecte swahili local (et non le swahili kényan ou tanzanien) constitue la langue la plus répandue et est parlé par au moins 80 % de la population. Le kinande est largement parlé à Butembo (territoire de Lubero). Le français est parlé par une minorité très instruite et par les responsables gouvernementaux. Le lingala est utilisé par l'armée nationale, dont la présence à Beni est importante.
- **Religion** - La majorité de la population du Nord-Kivu est chrétienne. Bien qu'il y ait également une importante minorité musulmane, il n'y a pas de tensions religieuses entre les communautés chrétiennes et musulmanes du *Grand Nord*.<sup>16</sup> Les capacités institutionnelles des églises catholiques, protestantes et pentecôtistes les rendent particulièrement puissantes, y compris

au sein des processus politiques.<sup>1718</sup> Elles exercent une grande influence et jouissent d'un rayonnement substantiel parmi les communautés de la région.<sup>19</sup> La majorité de la population allie croyances spirituelles traditionnelles et pratiques chrétiennes ou musulmanes. Il existe de nombreuses sociétés secrètes et de nombreuses sectes religieuses. Les croyances spirituelles et la pratique de la sorcellerie ainsi que les implications de celles-ci dans les phénomènes de violence et de conflits sont complexes mais susceptibles d'être exacerbées dans le contexte de la flambée épidémique d'Ébola, en raison de la perception et de la peur du virus.<sup>20,21,22,23</sup>

- **Conflits en lien avec les terres et insécurité alimentaire** - Dans le territoire de Beni (en particulier dans les zones au nord et à l'est d'Oicha), une autre division existe entre les « Nandes migrants », qui se sont déplacés du territoire de Lubero voisin pour s'installer dans le territoire de Beni, et les « populations d'origine » de Beni, qui comprennent des groupes minoritaires (les Vuba, les Bakapombe, les Batalinga et les Batangi) et des Nandes natifs de la région. De nombreux Nandes migrants ont été pris pour cibles durant les violences et les assassinats récents afin de permettre aux autorités locales de reprendre des terres agricoles. Dans les zones du sud du territoire de Lubero (non touchées par la flambée épidémique d'Ébola au moment de la rédaction), une autre série de conflits existe entre Nandes et Hutus concernant l'accès aux terres. En raison de la présence de milices au nord de Beni, l'agriculture dans la zone entourant Mangina constituait une importante source de nourriture pour la ville, et cet accès est désormais largement coupé à cause de la flambée épidémique d'Ébola. Des craintes concernant l'augmentation de l'insécurité alimentaire dans la ville ont été signalées.

## Aperçu : la province du Nord-Kivu

Le Nord-Kivu est frontalier des provinces congolaises d'Ituri au nord, de Tshopo au nord-ouest, de Maniema au sud-ouest et du Sud-Kivu au sud. À l'est, le Nord-Kivu partage une frontière avec l'Ouganda et le Rwanda.

### Centres urbains, système de santé et élections

- **Centres urbains** - Goma est la capitale de la province du Nord-Kivu (population estimée à 1,5 million d'habitants, mais les chiffres varient) et se situe sur la rive nord du Lac Kivu, à côté de la ville rwandaise de Rubau (Gisenyi). Butembo (à 80 km de l'épicentre de la flambée épidémique) et la ville de Beni (à 30 km de l'épicentre de la flambée épidémique) sont respectivement la deuxième et la troisième ville de la province en taille.
- **Système de santé** - La province du Nord-Kivu possède 27 *zones de santé* organisées autour de l'hôpital central de référence de Goma. Au moment de la rédaction, cinq zones de santé de Beni (Beni, Oicha, Mbalako et Musienene), une zone du territoire de Lubero (Butembo) et deux zones de santé de la province de l'Ituri (Mandima et Mambasa) ont été touchées. Les zones de santé sont sous-divisées en zones de plus petite taille (*les aires de santé*) organisées autour de *centres de santé* et celles-ci peuvent également accueillir un ou plusieurs *poste(s) de santé* de plus petite taille. Comme ailleurs en RDC, les structures de santé sont fragiles, les ressources sont limitées, les professionnels de la santé ne sont souvent pas qualifiés et la qualité des soins est généralement mauvaise. Il est difficile pour la population d'accéder aux soins en raison de barrières financières comme non financières (parmi lesquelles la distance entre le foyer et le point de prestation des services ou encore les conflits). Il existe un manque de médicaments essentiels et des paiements informels sont souvent effectués pour couvrir les salaires des employés, les coûts opérationnels et la gestion de la zone de santé.<sup>24</sup> Le conflit en cours a eu un impact négatif sur l'accès aux soins et le système de santé est fragmenté et politisé. De récentes attaques ont été signalées contre des pharmacies (la plus récente en juillet à Kabasewa, une ville à 60 km de Beni) et des hôpitaux (par exemple l'attaque de l'hôpital d'Oicha en 2016, à 55 km de Beni).
- **Élections** - Les élections présidentielles, provinciales et législatives ont été continuellement repoussées depuis décembre 2016. Au moment de la rédaction, des élections étaient prévues le 23 décembre 2018. Dans un climat politique d'ores et déjà tendu, le risque d'aggravation des violences politiques et de l'insécurité durant la période précédant les élections est élevé, ce qui est susceptible de déstabiliser encore davantage la région.<sup>25</sup> L'annonce par Kabila (le 8 août) de son retrait de la course à la présidentielle aggrave encore l'insécurité régnant dans le climat politique.

### Situation humanitaire

- **Réfugiés** - L'insécurité a résulté dans des mouvements de réfugiés de part et d'autre de la frontière ainsi que dans le déplacement de populations à l'intérieur du pays (déplacées internes). L'Ouganda accueille toujours plus de 24 000 réfugiés congolais, dont un grand nombre originaires du Nord-Kivu.<sup>26</sup> Les résidents de certains camps en Ouganda y signalent actuellement un fort potentiel en matière de recrutement pour les groupes armés au Congo.
- **Déplacés internes** - le Nord-Kivu accueille plus d'un million de déplacés internes, soit le plus grand nombre toutes provinces confondues.<sup>27</sup> La majorité des déplacés internes sont hébergés par des communautés hôtes, en particulier dans la ville de Beni, à Oicha et autour de Kasindi, près de la frontière ougandaise. En janvier 2018, il a été rapporté que plus de 18 000 personnes dans le territoire de Beni n'avaient pratiquement pas accès à l'assistance humanitaire en raison des contraintes sécuritaires. Depuis la mi-mars, environ 4 200 personnes nouvellement déplacées sont arrivées dans le territoire de Beni, mais les déplacements et les retours ont lieu simultanément dans ce territoire.<sup>28</sup>
- **Personnel humanitaire** - L'insécurité persistante menace la fourniture de l'assistance humanitaire. Entre janvier et mars 2018, trois enlèvements de membres du personnel humanitaire (dont deux ont été libérés) ont été rapportés et deux travailleurs humanitaires congolais ont été tués dans le territoire de Rutshuru au sein du Parc national des Virunga.<sup>29</sup>

## Infrastructures

- **Réseau routier** - Le Nord-Kivu possède un réseau routier mais celui-ci est en mauvaise condition. Les principales routes qui traversent le territoire de Beni partent de la ville de Beni pour aller au nord à Eringeti à la frontière avec l'Ituri (*Route Nationale n°4*), elles connectent également Beni à Butembo (*Route Nationale n°2*) et Mangina (l'épicentre de la flambée épidémique d'Ébola) à Mambasa. Les « taxis-motards » font le lien entre les centres urbains et transportent personnes, biens et informations, ce qui contribue à entretenir le lien social. Des minibus ordinaires font également la liaison entre les centres urbains de la région. Des barrages routiers mis en place par les autorités civiles, les milices rebelles armées et certains officiers de l'armée nationale rendent les déplacements difficiles et dangereux. Les usagers de la route sont « taxés » en moyenne une fois tous les 20 km (voir la carte interactive à l'adresse <http://ipisresearch.be/publication/everything-moves-will-taxed-political-economy-roadblocks-north-south-kivu/>).<sup>30</sup> Il y a des liaisons aériennes entre Beni et Kinshasa, Beni et Goma, Butembo et Goma et Goma et Kinshasa. La ville rwandaise de Gisenyi est reliée par la route à Kigali à travers la frontière de Goma.
- **Réseau téléphonique et internet** - La couverture des réseaux de téléphonie mobile (Airtel, Orange, Vodacom, Tigo) varie dans la province. Les téléphones mobiles peuvent servir de dispositif de sécurité et de système d'alerte précoce bien qu'ils soient également utilisés pour coordonner les attaques, les demandes de rançon, etc. Bien qu'informelle, les téléphones mobiles constituent une manière de bâtir et d'entretenir le lien social, de diffuser les informations et de transférer de l'argent. Certains utilisateurs rapportent se connecter à Internet via leur téléphone mobile mais fréquentent également les cyber-cafés dans les villes. Les téléphones mobiles ont la capacité de réduire les inégalités sociales, d'atténuer les conflits et les préoccupations en matière de sécurité, mais leur usage effectif est limité en raison de la couverture réseau inégale et de l'accès limité à l'électricité permettant de recharger les appareils (de nombreux utilisateurs comptent sur des boutiques spécialisées pour recharger leur téléphone).<sup>31 32</sup> Il convient de noter que les groupes armés sont susceptibles d'être suspicieux à l'égard des téléphones portables et qu'ils ont déjà confisqué des appareils à des travailleurs communautaires.<sup>33</sup>
- **Eau et électricité** – Il existe un manque d'infrastructures à travers le pays concernant l'eau et l'électricité. Il n'est pas rare de parcourir de longues distances pour obtenir de l'eau potable et nombreux sont ceux qui collectent l'eau de pluie pour boire. La population du Nord-Kivu se sert presque exclusivement de combustibles à base de bois pour répondre à ses besoins en énergie. Dans les zones urbaines, les foyers se procurent ce bois au marché, mais dans les zones rurales, les femmes sont chargées de la collecte. En raison de la pression de la déforestation sur les écosystèmes, celles-ci doivent souvent collecter ce bois loin de leur communauté et sont vulnérables aux violences et au viol lors de l'exercice de cette tâche domestique quotidienne. Certains foyers produisent leur propre électricité grâce à des groupes électrogènes et à des panneaux solaires. La centrale hydro-électrique de Rutshuru (opérationnelle depuis 2015) fournit une certaine quantité d'électricité au territoire.

## Démographie

- **Sexe et violence à caractère sexiste** - Les rôles sexués et les rapports traditionnels entre les sexes ont été remis en question par le manque de stabilité. Il existe peu d'activités rémunératrices et de nombreuses femmes assurent la subsistance de leur foyer en pratiquant l'agriculture, le petit commerce et d'autres activités informelles.<sup>34</sup> Le taux de violence sexuelle et sexiste est élevé au Nord-Kivu. Ces violences sexistes peuvent survenir de manière opportuniste (par exemple lorsque les femmes vont collecter du bois ou de l'eau) ou être utilisées comme instrument de guerre servant à intimider et à soumettre les populations locales. Les traumatismes et la stigmatisation subis par les victimes de violence sexiste - tout comme par leurs proches - peuvent être extrêmes et atteindre un degré tel que certaines femmes ne peuvent plus réintégrer leur famille ou leur communauté.<sup>35 36</sup>
- **Enfants et adolescents** – La RDC possède une population jeune, avec 42 % d'habitants âgés de moins de 15 ans et 62 % âgés de moins de 25 ans.<sup>37</sup> Les conflits et les déplacements ont désorganisé l'enseignement ; le nombre d'enfants recevant une instruction primaire et secondaire est bas. L'enlèvement et le recrutement forcé d'enfants comme soldats a été largement signalé. Il est également rapporté que certains jeunes rejoignent les groupes armés car ils perçoivent là des chances de mobilité sociale et d'obtenir du prestige.<sup>38, 39, 40, 41, 42</sup>
- **Relief et climat** - La géographie du Nord-Kivu est variée. Le relief est accidenté, constitué de plaines, de plateaux et de chaînes de montagnes dont l'altitude varie de moins de 800 m à plus de 5 000 m de hauteur. La végétation comprend des savanes dans les plaines de Semliki et de Rutshuru, des arbustes dans la plaine de lave au nord du Lac Kivu, des forêts tropicales montagneuses dans les chaînes du Rwenzori et des Virunga ainsi que des forêts équatoriales dans les territoires de Lubero, Masisi, Walikale et de Beni. La province comprend deux grands lacs, le Lac Édouard (2,150 km<sup>2</sup>), qui constitue une importante source de nourriture et de revenus pour les communautés de pêcheurs, et le Lac Kivu (2 700 km<sup>2</sup>), dont la biodiversité a diminué depuis l'introduction du tilapia du Nil par les autorités coloniales. Le caractère saisonnier varie dans la province : certains territoires, comme le Rutshuru, connaissent des saisons sèches et des saisons pluvieuses, tandis que d'autres, comme le Nyiragongo, profitent des pluies toute l'année. La saison des pluies au Beni s'étend habituellement de mars à mai puis de juillet à novembre et la moyenne des précipitations s'établit entre 1 000 et 2 000 mm par an.<sup>43</sup> La province comprend également plusieurs parcs nationaux dont le plus ancien parc d'Afrique, le Parc national des Virunga, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Celui-ci abrite des gorilles des montagnes et comprend deux volcans, le Nyiragongo (3470m) et le Nyamulagira (3056 m), dont la dernière éruption en 2002 a menacé Goma. Le parc s'étend sur 7 900 km<sup>2</sup>, soit plus de 10 % de la province.

## Références

- <sup>1</sup> OIM. (2018). DR Congo Humanitarian Crisis. Situation Report 20 April – 16 May 2018. [https://www.iom.int/sites/default/files/situation\\_reports/file/congo\\_sr\\_20180420-0516.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/situation_reports/file/congo_sr_20180420-0516.pdf)
- <sup>2</sup> Seay, L.E. (2013). 'Effective Responses: Protestants, Catholics, and the Provision of Health Care in the Post-war Kivu'. Special Issue on the Democratic Republic of Congo. *Review of African Political Economy*.
- <sup>3</sup> <https://www.radiookapi.net/>
- <sup>4</sup> Raeymaekers, T. (2014). *Violent Capitalism and Hybrid Identity in Eastern Congo: Power to the Margins*. New York: Cambridge University Press.
- <sup>5</sup> Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo S/2011/738, para. 57; Spittaels and Hilgert (2008). 'Timber Trade and Poverty Alleviation in the Upper Great Lakes' IPIS, p. 24.
- <sup>6</sup> Groupe d'étude sur le Congo (2016). *Qui sont les tueurs de Beni ? Rapport d'enquête N°1*. <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2016/03/Rapport-Beni-GEC-21-mars.pdf>
- <sup>7</sup> Groupe d'étude sur le Congo (2016). *Qui sont les tueurs de Beni ? Rapport d'enquête N°1*. <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2016/03/Rapport-Beni-GEC-21-mars.pdf>
- <sup>8</sup> Baromètre sécuritaire du Kivu. (2018). Rapport mensuel : Juin 2018. <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/16/Monthly%20Report%20KST%20June%20-%20%20English%20-%20FINAL%20July%2026.pdf>
- <sup>9</sup> Convention pour le Respect des Droits de l'homme (CRDH) (2018). Insécurité et massacre à Beni : Découverte de 14 corps sans vie à Tubememe dans la partie de Mayangose en zone de Beni au Nord-Kivu (DRC). <http://www.crdh-drc.org/alertes-2/item/563-insecurite-massacres-a-beni-decouverte-de-14-corps-sans-vie-a-tubameme-dans-la-partie-de-mayangose-en-zone-de-beni-au-nord-kivu-drc.html>
- <sup>10</sup> Titeca, K. and D. Fahey (2016). The many faces of a rebel group: the Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo. *International Affairs*, 92 (5): 1189-1206. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1468-2346.12703>
- <sup>11</sup> Convention pour le Respect des Droits de l'homme (CRDH), Coordination à Oicha (2015). Déclaration : Situation sécuritaire en Beni-Territoire, les faux ADF/NALU se glorifient sur le terrain, 27 Juillet 2015.
- <sup>12</sup> Convention pour le Respect des Droits de l'homme (CRDH), Coordination à Oicha (2015). Déclaration : Situation sécuritaire en Beni-Territoire, les faux ADF/NALU se glorifient sur le terrain, 27 Juillet 2015.
- <sup>13</sup> Boniface M. (2017). Les Massacres de Beni : Kabila, le Rwanda, et les faux islamistes; Groupe d'étude sur le Congo, 2017.
- <sup>14</sup> MONUSCO. (2018). Communiqué de presse. 8 December, 2017. [https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/pr\\_081217\\_north\\_kivu\\_attack\\_on\\_monusco\\_troops\\_at\\_semuliiki\\_at\\_least\\_14\\_peacekeepers\\_and\\_5\\_fardc\\_soldiers\\_killed.pdf](https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/pr_081217_north_kivu_attack_on_monusco_troops_at_semuliiki_at_least_14_peacekeepers_and_5_fardc_soldiers_killed.pdf)
- <sup>15</sup> <http://www.peacebuildingdata.org/interactivemaps>
- <sup>16</sup> Bureau of Democracy, Human Rights and Labour, Département d'État des États-Unis (2016). *Democratic Republic of the Congo 2016 International Religious Freedom Report*. <https://www.state.gov/documents/organization/268880.pdf>
- <sup>17</sup> Jordhus-Lier, D. & Braatehn, E. (2013). Churches and Peace Building in Eastern DR Congo and Northern Uganda. *Forum For Development Studies*, 40 (1), 111-127. [https://www.researchgate.net/publication/271822370\\_Churches\\_and\\_Peace-Building\\_in\\_Eastern\\_DR\\_Congo\\_and\\_Northern\\_Uganda](https://www.researchgate.net/publication/271822370_Churches_and_Peace-Building_in_Eastern_DR_Congo_and_Northern_Uganda)
- <sup>18</sup> Département d'État des États-Unis, Bureau of Democracy, Human Rights and Labour. (2016). *International Religious Freedom Report 2016*. <https://www.state.gov/documents/organization/268880.pdf>
- <sup>19</sup> Tull, D. (2000). *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. [https://books.google.nl/books?id=Lj\\_dSSKsx2MC&dq=health+seeking+behavior+BENI+North+Kivu&lr=&source=gbs\\_navlinks\\_s](https://books.google.nl/books?id=Lj_dSSKsx2MC&dq=health+seeking+behavior+BENI+North+Kivu&lr=&source=gbs_navlinks_s)
- <sup>20</sup> Stearns, J. (2012). *North Kivu. The background to conflict in North Kivu province of eastern Congo*. <http://www.refworld.org/pdfid/51d3d5f04.pdf>
- <sup>21</sup> Hewlett, B.S. and B.L. Hewlett. 2008. *Ebola, culture, and politics: the anthropology of an emerging disease*. Belmont, California : Thomson.
- <sup>22</sup> Van Bockhaven V. (2018). 'Anioto: Leopard-Men Killings and Institutional Dynamism in Northeast Congo, c. 1890-1940'. *Journal of African History*, 59(1):214
- <sup>23</sup> Hoffmann K. (2015). 'Myths set in Motion: The Moral Economy of Mai-Mai Governance', in *Rebel Governance in Civil War* (Eds A Arjona, N Kasfir, and Z Mampilly). Cambridge: Cambridge University Press. pp 158-179
- <sup>24</sup> Ho, L., G. Labrecque, I. Batonon et al. 2015. 'Effects of a community scorecard on improving the local health system in Eastern Democratic Republic of Congo: qualitative evidence using the most significant change technique'. *Conflict and Health*, 9.27 <https://conflictandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13031-015-0055-4>
- <sup>25</sup> Human Rights Watch. (2018). *Democratic Republic of Congo. Events of 2017*. <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/democratic-republic-congo>
- <sup>26</sup> UNHCR. 2018. *Congolese situation. Responding to the needs of displaced Congolese and refugees. Annex – Uganda*. Supplementary Appeal January – December 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018%20Congolese%20Situation%20SB%20-%2020Uganda.pdf>
- <sup>27</sup> UNHCR. (2018). *Congolese situation. Responding to the needs of displaced Congolese and refugees*. Supplementary Appeal. January – December 2018. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018%20Congolese%20Situation%20Supplementary%20Appeal%20January-December%202018.pdf>
- <sup>28</sup> IOM (2018). *DR Congo Humanitarian Crisis – Situation Report* (17 May – 03 July 2018). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/dr-congo-humanitarian-crisis-situation-report-17-may-03-july-2018>
- <sup>29</sup> Baromètre sécuritaire du Kivu (2018). 'Held for Ransom: Kidnappings in Kiva'. *Situation Report May 2018*. <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/14/Situation%20report%20ICCN%20attack%20-%20FINAL%20May%2028-%20EN.pdf>
- <sup>30</sup> IPIS, J. Murairi, P. Schoutne et al. (2017). 'Everything that moves will be taxed. The political economy of roadblocks in North and South Kivu'. <http://ipisresearch.be/publication/everything-moves-will-taxed-political-economy-roadblocks-north-south-kivu>
- <sup>31</sup> Tkach, B. and A.A. Williams (2017). 'Mobile (in)security? Exploring the realities of mobile phone use in conflict areas'. *Information, Communication and Society*, 21(2): 1-16, DOI: 10.1080/1369118X.2017.1348531
- <sup>32</sup> Global Press Journal and Esper Nsapu. (2015). 'In DRC, Electrical Shortage Powers Demand for Cellphone Charging Shops'. <https://globalpressjournal.com/africa/democratic-republic-of-congo-in-drc-electrical-shortage-powers-demand-for-cellphone-charging-shops/>
- <sup>33</sup> Thévenau, S. (2018). 'Congolese community workers viewed with suspicion by militants'. Sentinel Project. <https://thesentinelproject.org/2018/08/04/congolese-community-workers-viewed-with-suspicion-by-militants/>
- <sup>34</sup> Bjørkhaug, I. and M. Bøås (2014), 'Men, women, and gender-based violence in North Kivu, DRC'. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20386.pdf> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20386.pdf>
- <sup>35</sup> Kelly, J., J. Kabanga, W. Gragin et al. (2012). 'If your husband doesn't humiliate you, other people won't: gendered attitudes towards sexual violence in eastern Democratic Republic of Congo'. *Global Public Health* 7(3): 285-98. DOI: 10.1080/17441692.2011.585344
- <sup>36</sup> Baaz, M.E. and M. Stern (2009). 'Why do soldiers rape? Masculinity, violence, and sexuality in the armed forces in the Congo (DRC)'. *International Studies Quarterly* 53(2): 495-518
- <sup>37</sup> Central Intelligence Agency (2018). *Congo, Democratic Republic of the*. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cg.html>
- <sup>38</sup> Vlassenroot, K. (2013). *South Kivu: identity, territory, and power in Eastern Congo*. [https://eprints.lse.ac.uk/56585/1/Vlassenroot\\_South\\_Kivu\\_identity\\_territory\\_and\\_power\\_in\\_eastern\\_Congo\\_2013.pdf](https://eprints.lse.ac.uk/56585/1/Vlassenroot_South_Kivu_identity_territory_and_power_in_eastern_Congo_2013.pdf)
- <sup>39</sup> Stott, K. (2009). 'Out of sight, out of mind. The psychosocial needs of children formerly associated with armed forces: a case study of Save the Children's work in Beni and Lubero territories, North Kivu province, Democratic Republic of Congo'. *The International Journal of Health Planning and Management* 24(1): 554-574. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/hpm.1022>
- <sup>40</sup> Raeymakers, T. (2011). 'Forced Displacement and Youth Employment in the Aftermath of the Congo War: From Making a Living to Making a Life'. *MICROCON Research Working Paper No. 38*. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1762751](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1762751)
- <sup>41</sup> Stearns, J. (2012). *North Kivu. The background to conflict in North Kivu province of eastern Congo*. <http://www.refworld.org/pdfid/51d3d5f04.pdf>
- <sup>42</sup> Vlassenroot, K., E. Mudinga and J.M. Bussy (no date). 'The in-between of being a civilian and combatant – circular return in eastern DR Congo'. #LSEReturn. <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/06/05/the-in-between-of-being-a-civilian-and-combatant-circular-return-in-eastern-dr-congo-isereturn/>
- <sup>43</sup> Nachigera, G.M., K. Karume, B. Ndusha (2017). *Building the Evidence Base on the Agriculture Nutrition Nexus: Democratic Republic of Congo*. [https://cgspage.cgiar.org/bitstream/handle/10568/90129/2011\\_PDF.pdf?sequence=4](https://cgspage.cgiar.org/bitstream/handle/10568/90129/2011_PDF.pdf?sequence=4)